

Nouvelles locales des lundi 10 et mardi 11 mars 2014

@rib News, 11/03/2014 | Politique - Peut être vers une sortie de crise au sein du parti Uprona. Les députés élus dans ce parti viennent d'adresser une correspondance au président de ce parti élu par le comité central. Selon cette correspondance adressée à Charles Nditije, les députés du parti du Prince lui demandent de tout faire pour que la situation litigieuse au sein des membres de ce parti cesse. Le député Bonaventure Gasutwa précise qu'ils se sont fondés sur le fait que c'est le congrès de 2009 qui est reconnu par les deux camps adverses comme étant légitime pour élire ainsi, ils estiment que ce comité est mieux placé pour organiser un congrès qui pourra élire des organes reconnus par les deux parties. Ainsi, ils proposent aussi que les sanctions qui avaient été prises contre les uns et les autres soient suspendues afin de mener bien cette procédure et que ce comité de 2009 se mette au travail. Cette correspondance a été signée par 15 députés hormis le député Charles Nditije qui en est le destinataire ainsi que le député Bonaventure Niyoyankana. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]

- Rwasa Agathon trouve que nul ne peut légitimement justifier l'assaut des forces de l'ordre contre la permanence nationale du parti MSD samedi dernier. Selon cet ancien chef des FNL, il est déplorable que le gouvernement travaille sur base des rumeurs sans fondements et s'attaque à des civils en sport sans pancarte ni banderoles ou mégaphone sous prétexte qu'ils avaient organisé des manifestations non autorisées. Il demande à la police de ne pas expliquer ce qu'il ne peut pas être et de s'atteler plutôt à des actes d'intégrité gâchés au lieu de se livrer à des activités d'intérêts sectaires surtout du parti au pouvoir. Il trouve que c'est le seul moyen de développer le Burundi.

[bonesha/isanganiro]- L'ADC-Ikibiri condamne les atrocités de la police contre les membres du MSD et les femmes réunies au sein de l'UFB samedi. Selon le président de cette alliance, ils ont accueilli cette intervention avec douleur et désolation du moment qu'elle a été opérée par ceux qui étaient censés protéger la population. Ngendakumana constate que le sport se fait tous les jours et par tout le monde. Il voit que cette attitude s'inscrit dans la logique de faire disparaître l'ADC-Ikibiri afin que le CNDD-FDD se présente seul aux élections de 2015 étant rassuré de les remporter. Il condamne aussi l'attitude des policiers qui ont refusé que les blessés soient évacués vers des centres de soins. Selon lui, il s'agit d'un comportement qu'on ne peut trouver nulle part au monde sauf dans ce pays de Mwez Gisabo. Suite à cela, il demande qu'un dialogue politique soit initié afin de se parler chaque fois que nécessaire.

[rpa/bonesha/isanganiro]- Le parti CNDD demande la mise sur pied d'une commission indépendante pour enquêter sur les atrocités de la police ce samedi contre les membres du parti MSD et les femmes de l'UFB. Selon le porte-parole de ce parti, si le gouvernement affirme qu'il était au courant des manifestations illégales qui allaient avoir lieu, il aurait fallu qu'il prenne des mesures préventives à l'avance avant que la situation ne dégénère. François Bizimana estime que la police a manqué à ses engagements en tirant sur une foule paisible. Il s'insurge aussi contre l'attitude de certains policiers qui auraient empêché que certains blessés soient soignés. Il demande donc des enquêtes afin que chacun soit puni à la hauteur de ses manquements. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]- Le porte-parole de la police nationale indique que les policiers présents à la permanence nationale du parti MSD ont été provoqués par les membres de ce parti qui s'étaient rassemblés. Selon l'homme-à-garde Ndayambaje, la police ne pouvait en aucun cas tolérer la prise en otage de certains officiers alors qu'ils étaient au service du pays. Tout en demandant à la police de continuer à se retenir comme fait ce jour, il demande à la population de ne pas provoquer les policiers. Il assure que si les choses continuent de la même manière, il sera difficile pour les policiers de continuer à se retenir devant les agressions de la population.

[bonesha/isanganiro/rtnb/rtr/rpa]- Le BINUB a sorti un communiqué ce mardi sur la situation qui prévaut au Burundi dans ces derniers jours. Selon ce communiqué, il s'observe dans ces derniers jours un climat morose au sein de la classe politique burundaise. Ce bureau intégré des Nations Unies au Burundi trouve que la feuille de route convenue entre les politiciens doit être bien suivie pour faciliter la tenue d'un dialogue continue entre les politiciens burundais et assainir le climat afin de favoriser une bonne préparation des élections de 2015. Dans cette optique, il demande à tous les politiciens de ne pas se livrer à des provocations réciproques et à l'usage de la force qui sont souvent à la base de la détérioration de la situation. Il demande aux politiciens de toujours s'atteler à la mise sur pied d'un dialogue inclusif constructif afin d'améliorer ce qui ne va pas. Il demande aussi aux responsables de l'ordre de prendre des dispositions adéquates afin de ne plus causer des dégâts lors de leurs interventions. [bonesha/isanganiro/rtnb/rpa/rtr]- Le représentant du parti Uprona dans la commune de Rumonge annonce ce qu'il appelle une répression contre les membres de ce parti dans cette commune dans ces derniers jours. Selon Emile Hicintuka précise que trois membres de ce parti ont été la cible de fouille perquisition sans mandat opérée à leurs domiciles par la police en compagnie des jeunes Imbonerakure. Selon lui, il s'agit des actes d'intimidations contre les membres de ce parti. La police à Rumonge indique qu'elle détenait des informations selon lesquelles il y a un fusil qui était dans l'un de ces trois ménages et qui servait d'entraînement à son maniement pendant le soir. Le commissaire de la police précise aussi que la police s'est servie de ce particulier non comme Imbonerakure, mais en tant que simple citoyen. [isanganiro]- Alors que la feuille de route entre politiciens vient tout juste d'avoir une année d'ancienneté, le parti FNL dirigé par Emmanuel Miburo trouve que cette feuille de route n'est pas du tout appliquée. Selon le président de ce parti, certains politiciens ne sont pas libres dans le pays alors que d'autres font ce qu'ils vont au grand jour y compris la tenue des réunions propagandistes à grande envergure. Jacques Bigirimana affirme qu'il a lui-même été empêché de tenir une réunion avec certains de ses membres dans la province de Cibitoke sans motif valable. Il trouve néanmoins qu'il n'y a pas d'autres moyens d'arriver durablement si ce n'est que par la mise en application de ce document. Il demande par ailleurs la mise sur pied d'une commission pour surveiller la mise en application de cette feuille de route. Cet ancien compagnon de Rwasa Agathon trouve pourtant légitime l'action de la police ce samedi sur la permanence nationale du parti MSD. Selon lui, les policiers au service du pays ne peuvent pas être pris en otage par des particuliers ; et si tel est le cas, des mesures plus sévères peuvent être prises afin de les libérer y compris l'usage de la force comme cela a été le cas.

[bonesha/isanganiro/rpa/rtnb/rtr]- L'ADC-Ikibiri trouve que la feuille de route avait ravivé de l'espoir au sein de la

population burundaise, mais que cet espoir n'a duré que le temps de la rose. Le président de cette alliance estime que le ministre de l'intérieur s'est porté garant des choses qu'il ne pourra pas honorer dans la mesure où il a promis les points seraient intégrés dans la loi électorale ainsi que dans la constitution, mais que tel n'est pas du tout le cas. Selon Léonce Ngendakumana, le climat malsain qui s'observe au sein des partis politiques devrait avoir disparu suite à l'application de cette feuille de route. Il demande ainsi la mise en application de ce document afin de ne pas trahir les jours passés ensemble en train de laborer ce texte. Il demande plus particulièrement au ministre de l'intérieur de investir davantage puisque c'est bien lui l'obstacle principale à cette mise en application. [bonesha] - Le FORSC trouve que la feuille de route convenue entre les politiciens a été violée par le gouvernement dans la quasi-totalité des points qui la composent. Selon le directeur général de ce forum, des efforts ont été concentrés dans la destruction des partis politiques alors que les politiciens s'étaient convenus le contraire. Vital Nshimirimana constate que même Uprona qui était en train de se réconcilier a été touché dans ces derniers jours. Il trouve également que les forces de l'ordre sollicitées pour mettre en difficulté les autres formations politiques qui se lançaient sur le terrain, donnant l'exemple de ce qui s'est passé ce samedi à la permanence nationale du parti MSD. Il trouve que la situation doit changer afin de favoriser une bonne tenue des élections de 2015. [bonesha/isanganiro/rpa]

Santé - Les infirmiers de la Clinique Prince Louis Rwagasore s'insurgent contre le comportement de certains policiers qui ont menotté certains de leurs camarades les accusant d'avoir facilité l'évasion d'un des membres du parti MDS qui avait été blessé et conduit à ce qu'il soit soigné. Selon le représentant de ces infirmiers, il est déplorable que des policiers agissent ainsi alors qu'ils n'ont même pas le droit de faire entrer des armes dans de telles structures. Selon Alexandre Nsabimana, ces infirmiers ont été malmenés devant les malades qu'ils devraient soigner alors qu'ils en étaient dans le besoin. Il demande au ministre de la Santé de rappeler aux policiers qu'il est interdit d'entrer dans les hôpitaux en possession des armes. De plus, il demande au ministre de la Santé et à celui de la Santé publique de tout faire pour punir les policiers coupables de ces actes d'intimidations sur les infirmiers. Si tel n'est pas le cas, ils seront dans l'obligation de prendre d'autres mesures conformes au droit du travail. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa]

Dans ce même sens, les syndicats SNTS et SYNAPA ont sorti une déclaration ce mardi dans laquelle ils condamnent la séquestration orchestrée contre certains infirmiers de garde à la CPLR la nuit de ce samedi. Marie Bukuru représentante du syndicat SYNAPA affirme qu'ils vont militer pour que justice soit faite à leurs condisciples. Elle demande aussi que les fautive soient punis et éviter la détermination de ces syndicats à aller jusqu'au bout et annonce que d'autres mesures seront prises pour contraindre la justice à agir. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro]

Sécurité - Des coups de feu ont été entendus dans le quartier de Mutanga sud de la commune urbaine de Rohero la nuit de ce lundi à mardi. Selon des sources sur place, il était vers 22h30 quand un groupe de 4 bandits dont 2 étaient armés ont attaqué des kiosques de ce quartier voulant voler ce qu'ils contenaient. Mais, la population a essayé d'attraper 1 de ces bandits n'eut été l'intervention de ceux qui étaient armés. Les coups de feu pour intimider. Ils ont volé des bidons d'huile, une somme de 100.000FBU et des téléphones portables. La police est arrivée sur les lieux vers minuit alors que les malfaiteurs avaient déjà pris le large. [rtnb/rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

Des pluies violentes se sont abattues sur la zone Gatumba de la province Mutimbuzi le soir de ce lundi. Durant près de 30 minutes, la pluie a détruit des maisons, des écoles, des églises et des cultures. Au total donc, plus de 600 maisons ont été détruites lors de ces intempéries. De plus, 13 personnes ont été blessées et deux sont dans un état grave. La population demande de l'aide puisqu'elle est sans abri depuis. [bonesha/isanganiro/rtnb/rtr/rpa]

Gouvernance - L'OLUCOME a porté plainte devant la cour constitutionnelle contre le président de l'association «Le Messenger» qui est en même temps le président de la République. Selon l'observatoire, l'OLUCOME a constaté que le président Nkurunziza continue de diriger l'association «Le Messenger» alors qu'il est chef de l'Etat. De plus, cela est contre la constitution de la République du Burundi qui demande qu'il de l'Etat, aussitôt élu, cesse les autres activités tant publiques que privées qu'il exerçait. Selon Maître Françoise Nyamoya, l'OLUCOME veut obtenir soit la radiation de l'association «Le Messenger» soit que le président de la République cesse ses fonctions de président de cette dernière. [rpa]